



---

**ATELIER**  
**Sécurité alimentaire et gouvernance territoriale de l'alimentation**

**13 octobre 2016**  
**18h – 19h30**  
**Centre de Convention de Corferias**  
**Salle S-4**

**1. Organismes**



Association des Régions de  
France



Forum des Régions de CGLU

**2. Partenaires**

- L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
- International Urban Food Network / Pacte de Milan
- L'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE)
- International Urban Food Network (IUFN)

**3. Résumé**

L'atelier envisage d'examiner comment remettre le système alimentaire au cœur du développement territorial ainsi que la mise en œuvre au niveau local de l'Objectif de Développement Durable 2 sur la sécurité alimentaire.

La transition alimentaire à laquelle les responsables des régions aspirent repose sur deux évolutions largement corrélées : la relocalisation de la production et consommation alimentaire ainsi que le développement de la responsabilité sociale, environnementale et culturelle des acteurs des chaînes agroalimentaires.

Le système alimentaire mondialisé, qui domine aujourd'hui le monde de l'alimentation, propose une production agricole, une transformation, une distribution et une consommation de masse, qui a certes des avantages pour les consommateurs en termes de prix et d'accès à la nourriture, mais a des impacts

sociaux, environnementaux et culturels – les économistes parlent d'externalités – fortement négatifs.

La transition alimentaire en faveur de systèmes territorialisés doit être largement développée. Pour se faire, les villes et régions doivent être des éléments centraux de ce système.

#### **4. Les principales questions qui seront soulevées au cours de la session**

L'atelier propose donc d'étudier comment remettre la ville au cœur de la demande alimentaire et en tant qu'élément pivot de transition alimentaire, nécessaire au développement durable et inclusif de tous les territoires, ainsi que le renforcement des gouvernements locaux dans le cadre de la mise en œuvre de l'ODD 2.

La complémentarité de l'urbain et du rural peut se faire en considérant que la terre agricole, porteuse d'activités économiques, et donc d'emplois mais aussi d'externalités environnementales et sociales positives, constitue l'un des éléments centraux de la politique alimentaires des villes, et donc par là même de la qualité de vie de leurs habitants.

Un système alimentaire urbain fondé non pas sur l'artificialisation de la nourriture mais sur son ancrage rural, la biodiversité, le développement de TPEPME et des circuits courts, permettrait de ralentir l'engorgement des villes et de contribuer à un rééquilibrage des territoires.

#### **5. Liste des intervenants :**

Modératrice : **Valérie Nicolas**, conseillère en coopération internationale (ARF)

**Benoît Faucheux**, Président de la commission développement durable de l'Association des Régions de France

**Gabriella Jaramillo**, Viceprefecta de Imbabura (CONGOPE)

**Henri Rouillé d'Orfeuill**, Projet « 100 initiatives d'alimentation durable et responsable »

**Makiko Taguchi**, Coordinatrice du réseau global Food for Cities, au sein de la FAO.

**Khalifa Ababacar Sall**, Maire de Dakar en représentation du Pacte de Milan

**Maria Alejandra Saleme**, Agence de Coopération international of Medellín

**Rafael Zavala**, Représentant de la FAO en Colombie

**Joaquim Oliveira Martins**, Chef de la Division sur les Politiques de Développement Régional de l'OCDE

**Marie-Eve Buist**, Coordonnatrice de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires. Université LAVAL Québec.

## 6. Résultats et produits attendus

La session vise à lancer la proposition de création d'un Groupe de Travail de CGLU qui puisse formuler une nouvelle gouvernance concertée villes-campagnes, afin de favoriser les échanges de biens et services, avec une meilleure intégration des besoins du monde agricole et rural (santé-formation-recherche, infrastructure, promotion) et de ses capacités à répondre aux aspirations multiples des citoyens (alimentation de qualité, emploi, environnement, culture et valeurs.)

Ce Groupe de Travail nous permettrait :

1 – Mettre en place un Système d'observation des initiatives d'alimentation responsable et durable et de plans alimentaires territoriaux où Villes et régions collaborent.

2 – Intensifier les actions d'information et d'éducation en matière de nutrition et, plus généralement, d'alimentation, notamment en direction des femmes et des jeunes, et rapprocher les mondes de la production agricole et de la consommation alimentaire en soulignant le rôle de la production agricole et alimentaire dans le développement économique, social, environnemental et culturel des territoires.

3 – Appuyer des politiques régionales, dédiées à l'évolution du système alimentaire en mobilisant les moyens locaux, régionaux, nationaux et européens, l'essaimage des Initiatives Alimentaires Responsable Durable, la construction des Plans Alimentaires Territoriaux et la formalisation des Systèmes Alimentaires Territoriaux.

4 – Plaidoyer : Eviter que les politiques nationales, européennes et les réglementations internationales ne contredisent les efforts engagés par les régions pour faire de l'alimentation un pivot du développement territorial et œuvrer pour que les systèmes territorialisés trouvent toute leur place dans le système alimentaire en synergie avec un système mondialisé, lui-même vigoureusement appelé à réduire ses externalités négatives. CGLU doit assurer ce plaidoyer.

5 – Monter un réseau des « 100 initiatives d'alimentation durable et responsable » dans le monde.